ATELIER LANGUES VIVANTES 6 NOVEMBRE 2014

Caroline Chev rappelle que les LV ont servi de variable d'ajustement cette anne, en priode de DGH faible, avec des effectifs en forte augmentation, des regroupements de LV2/LV3. L'application des majorations pour effectifs faibles a t frquente.

Il est rappel que le CERCL prconise des groupes de 20 lves, mais les moyens ne le permettent pas, et ce cadre ne fait pas loi.

Par ailleurs, Caroline Chev rappelle que cette majoration sera abolie par la mise en place des nouveaux dcrets en 2015. Le fait par ailleurs que l'enveloppe stratgique regroupe la fois les heures statutaires et les heures de ddoublement cre un flou problmatique et pose la question de l'arbitrage entre rmunration et maintien de la qualit d'tude et de travail.

Thomas Brissaire prend la parole sur le baccalaurat : 77,3% d'une gnration obtient le bac. Une rflexion doit tre mene sur le contrle local sur l'examen. Cela pose la question de l'quit, et le problme de la valeur du diplme. Quelle valeur donner aujourd'hui au Baccalaurat ? Quelle est la norme exigible et ncessaire pour accder l'Enseignement Suprieur dans le cadre de la massification ? Le taux important de russite donne l'impression d'un dclassement du bac, examen prsent comme coteux au-del de son intrt. Le chiffrage des CCF ne s'est pas encore fait, mais les Chefs d'tablissement soulignent l'importante dsorganisation qui dcoule de la tenue des CCF, qui fagocyte le troisime trimestre.

Le dbat est ouvert quant la question des sries et de leur coloration. L'architecture du lyce en dpend. Le poids de chaque srie est galement en question. Le Bac Pro connait une frquentation en augmentation, mais la valorisation des bacs est trs ingale.

CATHY (JEAN MONNET – VITROLLES) souligne la prgnance de la question des groupes de LV, et le fait qu'il n'est plus rare de faire cours devant 35 lves. Les ddoublements sont rares et extrmement fluctuants en fonction de la situation locale dans les tablissements.

Il est ncessaire de nous rapprocher de nos autres collgues dont les matires sont galement values en CCF, pour construire une valuation collective de la souffrance engendre par ces modes d'valuations.

L'impression gnrale est qu'il faut chaque anne mener la mme bataille, et les collgues commencent intgrer la situation dans des cas de figures extrmement variables localement.

La question est galement pose de la position des IPR et de la banque nationale de sujets. Les tablissements ont reu les demandes de sujets.

MARC (LYCEE ST EX) pose la question de l'objectif de l'atelier : dresser un bilan ou proposer des solutions.

BENOIT (LYCEE LUMIERE –LA CIOTAT) souligne la question des conditions de travail sensiblement dgrades. Cela agrandit le malaise et l'impression d'inquit entre discipline et entre collgues. Benoit rappelle que le service d'un certifi comporte aisment 9 classes, accompagnes de toutes les runions et copies qui y affrent. Cela renforce encore le caractre litiste et sociologiquement biais des classes europennes (prix du voyage entre autres).

DIDIER (LYCEE VICTOR HUGO) et **COLETTE (LYCEE DAUMIER)** reviennent sur l'épuisement des collègues, passablement sensible chez les professeurs de LV. L'un et l'autre alertent sur la multiplication des tâches « or horaires » comme les bacs blancs, les DS en dehors des heures de cours.

CLAUDIA (LYCEE ST EX) Le manque de temps est criant et nous empêche de remplir convenablement notre mission de formation du citoyen.

AURELIA (LYCEE AUBANEL) souligne l'importance de la dégradation des conditions de travail à la suite de ce qui peut être comparé à un plan social.

ANNE (LYCEE CEZANNE): remarque la multitude de situations exceptionnelles, entre matières d'une part et entre établissements d'autre part, qui participe d'une mise en concurrence et d'une mise en opposition des collègues et des matières. Concernant les sujets de CO : certains IPR semblent avoir interdit l'utilisation de la banque de données par les collègues. Rappelle l'illégalité de la récupération des documents (contenus sous copyright, par exemple la BBC et NPR/PBS), qui mettent les collègues dans l'obligation de se mettre en infraction pour remplir les obligations de service.

AUDE (LYCEE MEDITERRANNEE) déplore que les élèves soient de plus en plus mis en situation de passivité, et un morcellement de l'enseignement. Note l'impression de faire le travail à la chaîne. La multiplication des sections « échappatoires » (par ex les Euros, les Bachibac/Abibac...) accentue la pression sur les élèves.

Valérie Sipahimalani prend la parole pour indiquer que le SNES tente de mettre en place un groupe de travail, probablement commun avec les nouvelles épreuves de STI2D. Le problème est que tout effort se fera à moyen constant, d'où un saupoudrage inacceptable. Audience a été obtenue le 19 novembre prochain au Ministère.

Un colloque se tiendra prochainement sur le Culturel/Notionnel et sur la croissante régionalisation de la carte des LV.

Caroline Chevé indique que dans les mois prochains se poseront les questions de la carte de formation des LV, des dispositifs des classes Euro/International/Bachibac/Abibac et al, de la carte trop large des options de manière générale.

Suite aux échanges entre les membres du groupe académique LV et la secrétaire générale adjointe en marge de l'atelier, un travail est en cours afin de rédiger une contribution de l'académie d'Aix Marseille aux demandes d'aménagement des épreuves orales, la CO en particulier, en vue de l'audience du SNES au ministère à venir.